RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POINTS SAILLANTS DE PROTECTION – MARS 2025

Chiffres clés

38% des victimes identifiées sont des cas de violation du droit à la vie et à l'intégrité physique

35% Des victimes sont des femmes et filles

25% des VBG identités sont des cas de viol

33% des victimes de coups et blessures sont des femmes et filles

80% des cas d'homicides ont été identifiés au Nord-Kivu

65% des cas d'enlèvement ou disparition forcée ont été identifiés au Nord-Kivu

APERÇU GÉNÉRAL

La République Démocratique du Congo (RDC) continue de faire face à une crise humanitaire sans précédent, notamment dans les provinces de l'Est du pays.

Après l'escalade du conflit armé au Nord et Sud Kivu en début de l'année 2025, plusieurs initiatives au niveau politique et diplomatique ont été menées afin de trouver des solutions face à l'escalade de violence. Ainsi, le 18 mars 2025, les Présidents Félix Tshisekedi de la RDC et Paul Kagame du Rwanda se sont rencontrés à Doha, à l'initiative de l'Émir du Qatar. Les deux Chefs d'État y ont réaffirmé leur engagement en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel. Parallèlement, un dialogue interne sous l'égide de l'Eglise catholique et l'Eglise protestante (ECC) a été également mené après des consultations préalables avec les différentes parties prenantes. En outre, suite à la volonté du Président de la RDC de constituer un gouvernement d'union nationale, des consultations avec les acteurs politiques et la société civile ont débuté au cours de la dernière semaine de mars 2025.

Dans la province du Nord Kivu, des affrontements armés se sont poursuivis et ont abouti à la prise momentanée de Walikale-Centre par le M23 et entrainé d'importants mouvements de populations. De même, le territoire de Lubero, outre l'insécurité exacerbée par les incursions des présumés ADF, a connu de nouveaux affrontements ont eu lieu entre l'armée congolaise et des combattants du M23 dans les localités du sud-ouest de la commune de Lubero. Les retours "contraints" de personnes déplacées internes (PDIs) se poursuivent en dépit de l'insécurité qui persiste dans certaines zones en proie aux incursions des groupes armés[1].

Au Sud Kivu, des affrontements se sont poursuivis sur plusieurs lignes de front avec une détérioration continue du contexte de protection essentiellement à Bukavu, Uvira, Kalehe et Fizi.

La province de l'Ituri a également connu une détérioration de la situation sécuritaire et de protection notamment dans le territoire de Djugu, détérioration qui s'est intensifiée en mars, avec des violences perpétrées par des groupes armés ciblant des civils ainsi que des infrastructures sociales de base, en particulier dans les zones de santé de Fataki, Linga, Drodro, Nizi et Tchomia.

Dans la première semaine de mars 2025, il a été annoncé la création d'une nouvelle plateforme de groupes armés (Convention pour la Révolution Populaire_CRP), sous la Direction de Thomas Lubanga (ancien condamné de la Cour Pénale Internationale). La même période a coïncidé avec un renforcement de la présence de l'armée ougandaise (Uganda People Defense Forces_UPDF) dans la province de l'Ituri. Alors qu'une forte présence avait été notée dans la ville de Bunia autour du 15 mars, des renforts de l'UPDF en provenance de Mahagi ont été rapportés le 17 mars 2025. Ces éléments UPDF ont été déployés dans le territoire de Djugu et ont déclenché des affrontements avec le groupe armé CODECO entrainant des déplacements des populations vers les sites de PDIs de Djaiba, Plaine Savon et dans les environs. De même, il a été constaté le renforcement des tensions intercommunautaires, les membres de certaines communautés notamment Hema ayant salué ce déploiement au moment où certains membres de la communauté Lendu (perçue comme proche du groupe CODECO) exprimaient des inquiétudes.

Les provinces du Tanganyika, Kasaï et Kasaï Central sont respectivement affectées par l'activisme de groupes armés présumés auteurs d'homicides, arrestations, tortures, intimidations des populations civiles, enlèvements d'acteurs humanitaires (Tanganyika), actes criminels impliquant souvent des éléments des FARDC (Kasai), de tensions intra-communautaires (Kasai Central), pendant que les affrontements entre les miliciens Mobondo et les FARDC se poursuivent dans la province de Maï-Ndombe.

FAITS SAILLANTS

Province de l'Ituri: Le contexte de protection des civils dans la Province de l'Ituri continue à être marqué par les violations et abus des droits humains. Les combattants des groupes armés sont les principaux présumés auteurs de ces violations et abus commis pour des raisons identitaires/communautaires, économiques, mais aussi pour l'accès aux ressources naturelles notamment la terre arable.

En outre, après les récentes attaques dans les zones de santé de Komanda (85 civils tués entre le 21 janvier et 5 février) et Fataki (50 à 100 civils tués entre le 7 et 12 février 2025 dans les localités de Arr, Djaiba, Pimbo), les affrontements entre les milices locales de la CODECO et les éléments UPDF dans la même zone de santé dans la 2e période du mois ont provoqué, entre autres, un déplacement massif des populations vers Bunia et les sites environnants ainsi que des cas de pillages, incendies de plus de 50 maisons. Cette situation démontre une escalade des violences provoquées par des groupes armés locaux surtout dans les territoires de Djugu.

Environ 253 ménages de 1 266 personnes se sont ainsi déplacés à la suite d'attaques de groupes armés, incursions de présumés combattants CODECO/URDPC.

Il aurait été noté dans les territoires de Djugu et Irumu que lors de leur mission de sécurisation de la population civile, quelques abus contre les civils (coups et blessures et extorsions des biens) auraient été commis par les militaires des FARDC qui assimilent certains d'entre eux aux éléments des groupes armés actifs dans ces zones.

Pour rappel, en 2024 (janvier-décembre) uniquement, le monitoring de protection a documenté plus de 17.401 violations et abus des droits humains dont 1 811 cas de violence basée sur le genre (VBG) dans les territoires de la province de l'Ituri (Djugu, Irumu, Mahagi, Mambasa et Aru) dont 42% d'incidents documentés dans le territoire de Djugu. Les présumés auteurs sont essentiellement les combattants des groupes armés locaux (CODECO/URDPC, ZAIRE, FRPI, CHINI YA TUNA, MAI MAI) et étranger (ADF) qui constituent une menace permanente pour la protection des civils et de leurs biens. Aussi, certains militaires des FARDC ont également été cités comme présumés auteurs de violations de droits humains (meurtre, coups et blessures et extorsions des biens), lors de leur mission dans les zones affectées (Djugu, Irumu, Mambasa, etc.) y compris les éléments UPDF.

Aussi, faute de financement en 2025 pour les activités du monitoring de protection, les chiffres sur les incidents de protection ne peuvent être disponibles. La présente analyse s'est focalisée sur les chiffres de 2024 tout en faisant le lien avec la situation actuelle de la province surtout dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi.

Province du Nord-Kivu: Parmi les violations et abus des droits humains identifiés par les acteurs du monitoring de protection, il y a 25% d'homicides suivi de cas extorsions de biens et pillages (20%), des enlèvements ou disparitions forcées (17%), des coups et blessures (16%) et les viols (8%). La hausse de 182% des violations et abus par rapport au mois précédent est constatée et s'explique principalement par une amélioration de la couverture du monitoring de protection en particulier dans le territoire de Beni.

Territoire de Nyiragongo et ville de Goma

- La situation de protection dans la ville de Goma et ses environs demeure préoccupante en raison de la recrudescence d'actes criminels. Des braquages de domiciles, des attaques ciblées entrainant parfois des homicides ont été rapportés.
- Des cas présumés de recrutements forcés de jeunes gens ont également été documentés dans la ville de Goma et à Nyiragongo[2].
- En début de période, l'accès des populations civiles aux services de santé a été enfreint à Goma ou plusieurs centres hospitaliers de Goma ont été pris pour cible par des acteurs armés, marquant une escalade de violence contre les structures médicales et le personnel de santé.
- La présence des restes d'explosifs de guerre (REG) dans la ville de Goma et axes alentours continue d'exposer les populations civiles à un risque élevé d'accidents.
- Dans la ville de Goma, un grand nombre de familles déplacées continue de vivre dans des familles d'accueil et dans des centres collectifs à la suite du démantèlement de la plupart des sites des PDIs. Au 15 mars, plus de 10 200 personnes (2 263 ménages) étaient recensées dans 48 centres collectifs dans la ville de Goma et dans le territoire de Nyiragongo[3].

[1] https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/cluster-protection-rdc-apercu-du-monitoring-de-protection-commun-dans-la-province-du-nord-kivu-au-31-mars-2025

[2] https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/unhcr-southern-africa-regional-external-update-8-eastern-drc-situation-21-march-2025

[3] https://reliefweb.int/attachments/90b464df-989d-45cf-942e-32f331b5b311/Sitrep%20_Nord-Kivu%20-%2025%20Mars%202025-Final.pdf

Pour tous commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

POUR PLUS D'INFO?
Click the link - online dashboard

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POINTS SAILLANTS DE PROTECTION – MARS 2025

Territoire de Masisi

- Les affrontements armés se seraient poursuivis sur des lignes de front entrainant de nombreux abus des droits humains, homicides et cas de blessures ainsi que les déplacements de populations, notamment celles des localités de Nyabiondo et Kasebere vers le territoire de Walikale. A titre illustratif, 4 cas de viols et 08 homicides (dont 07 victimes enfants), ont été signalés le 11 mars à Bitongi.
- Des affrontements armés ont également été signalés le même jour dans le groupement Bukombo, entrainant les incendies et destruction de plusieurs habitations des personnes civiles dans les localités Kanyangohe, Munzenze et même dans le centre de Mweso.
- Il a également été signalé plusieurs cas de représailles des personnes soupçonnées d'appartenir ou de collaborer avec des groupes armés adverses entrainant des enlèvements, des cas de coups et blessures et autres abus des droits humains.
- Faute d'alternatives, des mouvements de retours contraints se poursuivent à mesure que le M23 étend la zone sous son contrôle. Et certaines zones sous contrôle M23 qui subissent des incursions des groupes supposés Wazalendo, connaissent déjà des déplacements de PDIs retournées vers des villages jugés plus surs. Ce fut le cas de l'agglomération Tambi, groupement Bashali-Mokoto, où une incursion d'un groupe armé en début mars 2025, a fait une quarantaine de morts en majorité des femmes et enfants de retour.

Territoire de Rutshuru

- Au cours de la première moitié du mois, les affrontements armés entre le M23 et une coalition des groupes armés dans la chefferie de Bwito auraient entrainé le déplacement de plusieurs centaines de personnes vers la zone de santé de Birambizo.
- Des mouvements de retours ont également été enregistrés dans le groupement Busanza à la suite du démantèlement des sites des PDIs à Goma et du groupement Kibati dans le Nyiragongo.

Territoire de Walikale

- Des affrontements armés ont eu lieu dans le territoire et ses environs et auraient poussé de nombreux ménages à effectuer un déplacement forcé vers des zones jugées plus sûres y compris en direction de la province de la Tshopo.
- En milieu de période, il a été signalé un afflux de déplacés (estimés à plus de 8 000 ménages par les autorités locales) dans plusieurs villages des aires de santé de Machimbi, Kibati, Karambi, Kitchanga et Kibua qui proviendraient de la cité de Nyabiondo et ses environs.
- Au cours de la 2e partie de la période, la persistance des affrontements armés a paralysé les activités socio-économiques dans plusieurs localités de Walikale, y compris Walikale Centre et engendré des difficultés d'approvisionnement en intrants et en matériels médicaux, mettant en difficultés les acteurs de santé.
- Des cas de représailles de personnes soupçonnées collaborer avec un groupe armé rival ont été constatés. 07 homicides attribués à des hommes en arme ont été rapportés le 18 mars dans le territoire.

Province du Sud-Kivu

: Les affrontements entre les éléments du M23 et leurs alliés et les FARDC et leurs supplétifs a occasionné des violations de droits de l'homme et de mouvements massifs des populations vers les localités environnantes d'Uvira et vers le Burundi.

Il a été observé depuis le 15 mars des mouvements massifs de retours spontanés de personnes déplacées internes venant vers les localités de la Plaine de Ruzizi y compris la ville d'Uvira. Ces mouvements soulèvent des préoccupations de protection et d'assistance dans les zones de retour.

Territoire de Kalehe

- Durant toute la période, il a été constaté la persistance d'affrontements entre des groupes armés à l'entrée sur du PNKB1. En début de mois, des affrontements entre 2 groupes armés dans le PNKB1 et dans le village Bumoga auraient causé 03 homicides de personnes civiles, 05 cas de viols et le déplacement d'environ 827 ménages vers différents villages du sud de Kalonge notamment les villages Fendula, Mikaba, Bisisi et Mule.
- Au cours de la même période, d'autres affrontements entre deux factions d'un même groupe armé dans les villages de Kusisa et de Batayo auraient entraîné le déplacement de 651 ménages de 3,255 personnes vers les villages Tushunguti/Ziralo, Katale, Lulere, Matutira et Mianda. Les sources locales ont également documenté 04 cas de coups et blessures.
- L'explosion accidentelle d'un engin explosif aurait causé dans le village Batayo 05 cas de blessures graves parmi des personnes fuyant des affrontements. En outre, deux enfants ont été grièvement blessés à Kasunyu (Zone de santé de Minova) après l'explosion d'engins explosifs abandonnés depuis les affrontements de janvier 2025.
- Des cas de violations des droits humains allégués à des personnes armées assimilables aux militaires ont été rapportés dans les villages Mikonzi et Lukumba : cas de pillage, coups et blessures et quelques cas de VBG.

Territoire de Fizi

- La situation de protection a été marquée par des affrontements entre éléments armés, entrainant des mouvements massifs de populations.
- Au cours de la période, au moins 1 323 ménages auraient été contraints de se déplacer dont 771 ménages de Bilabo-Mbili vers les villages Milimba et environ et 552 ménages des villages Kivumu, Biziba, Gipimo et Nyagashasha vers d'autres villages jugés plus surs.
- Entre le 17 et le 23 mars, des combats persistants entre l'armée congolaise et des groupes armés ont été signalés dans les hauts plateaux de Fizi-Mwenga, occasionnant le déplacement de près de 76 000 personnes, en majorité des femmes et des enfants. Plusieurs structures de santé ont été soit détruites soit pillées .
- Une attaque des villages Bibokoboko, Magaja, Bivumu, Bikirikiri et Hanzi situés au sud-ouest de Baraka par des éléments d'un groupe armé aurait causé 07 cas d'enlèvement ainsi que 37 cas d'incendies de maisons à Magaja.
- Il importe de noter la situation du village de Lweba qui se serait vidé de sa population depuis le 14 mars. En effet, après des affrontements entre 2 groupes armés qui se seraient soldés par la mort du leader d'un des groupes armés, plusieurs ménages se seraient déplacés vers le littoral du lac Tanganyika notamment dans les villages de Bitobolo, Buku, Kikwena ainsi que dans la ville de Baraka.

Territoire de Walungu

- Des attaques et abus des droits humains qui en découlent attribués aux éléments des groupes armés non autrement identifiés continuent d'être signalés dans le groupement de Mulamba. A titre d'exemple, le 21 mars, un groupe armé aurait fait une incursion dans une structure de santé dans le groupement de Mulamba à la recherche de blessés du camp adverse admis pour les soins.
- Au cours de la 2e moitié du mois, des affrontements à répétition entre des groupes armés ont perturbé la circulation sur l'axe routier reliant la ville de Bukavu à la chefferie de Kaziba et la cité de Kamanyola, dans le territoire de Walungu.

Territoire de Mwenga

- 03 homicides et 02 cas de viol allégués aux hommes armés le 04 mars dans le groupement de Basimukindje 1er. Ces incidents seraient survenus dans le cadre d'un conflit intercommunautaire persistant entre les communautés Bembe et Banyamulenge.
- Dans le village Kitopo, 25 cas d'extorsion ont été signalés le 04 mars. Ces abus seraient survenus dans le cadre d'une embuscade tendue par des éléments armés sur un tronçon routier dans le groupement de Basimukindje 1er.

Province du Tanganyika:

- La province du Tanganyika a été affectée par l'activisme de groupes armés entre autres les Maï-Maï Apa na Pale et les partisans de réservistes de l'armée régulière de FARDC communément appelés « Wazalendo » dont la présence est signalée sur la zone Nord de la province, principalement sur l'axe Kalemie-Bendera, dans le territoire de Kalemie et sur l'axe Nord Lukuga dans le territoire de Nyunzu.
- On signale également la recrudescence des cas d'embuscades tendues aux usagers de la route sur le tronçon Kalemie-Nyemba et sur l'axe Kalemie-Bendera, qui sont orchestrées par les miliciens Twa d'une part, et d'autres part des bandits armés coupeurs des routes qui prennent pour cible la population civile.
- Le triangle Maniema-Sud Kivu et Tanganyika (Kabambare-Fizi-Kalemie) forme désormais un bastion homogène d'anciens Maï-Maï. Face à cette situation, les mouvements de populations sont signalés au nord de Kalemie sur la littorale Kabanga-Kabimba en provenance des provinces du Nord et Sud Kivu. Selon le rapport d'évaluation rapide menée AIDES/HCR dans les trois aires de santé que sont Kisongo, Mutoa et Tabac Congo, sur l'axe Kalemie – Kabimba du 14 au 16 mars 2025, il en ressort environ 15 972 PDIs/ 2 662 ménages, dont 4 249 filles, 4 950 femmes, 3 658 garçons, 3 115 Hommes.
- En outre, la situation est préoccupante dans les moyens et hauts plateaux de Mitumba, où deux groupes armés s'opposent à la présence des FARDC dans la zone. Des cas d'homicides, arrestations, tortures, intimidations sont enregistrés.

Pour tous commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

POUR PLUS D'INFO?
Click the link - online dashboard

- Les acteurs humanitaires sont également inquiétés du fait d'enlèvements, tortures de la part de membres de groupes armés. A titre d'exemple, deux agents d'une ONG ont été capturés par les miliciens Twa au niveau du village Kibemba puis relâchés après 4h ; les biens de valeurs leur ont été ravis et ils ont été tabassés par les assaillants avant d'être relâchés.
- Il sied de noter que la province a accueilli entre février et mars un afflux de populations d'environ 15 972 personnes (27% de fille, 31% de femmes, 23% de garçons et 19% d'hommes) qui sont dans des villages situés au nord de Kalemie sur la littorale Kabanga-Kabimba soit (l'axe Kalemie-Kabimba) en provenance des provinces du Sud Kivu et du Nord Kivu respectivement de Bukavu, Uvira, Baraka, Fizi, Makobola et Goma.
- Parmi les violations et abus des droits humains reçues dans AlertBook, (données collectées lors d'une évaluation rapide menée par le HCR et son partenaire AIDES) 98% sont des violations du droit à la liberté, 1% les violations du droit à la propriété.

Province du Kasaï:

- En mars, une détérioration de la situation de protection a été constatée dans la province. 1807 violations/abus des droits humains ont été documentés contre 538 en février. Il s'agit ainsi respectivement 584 cas de coups et blessures, 402 cas de taxation illégale, 210 cas d'extorsion de biens ; 161 cas d'arrestations arbitraires et détentions illégales et 143 cas d'agressions sexuelles basées sur le genre.
- Les territoires les plus affectés restent Kamonia (1374 violations), Luebo (305 violations) et Mweka (128 violations).
- L'on note une forte exposition des enfants aux violences et abus. En mars, des enfants âgés de 12 à 17 ans ont été particulièrement touchés par les violences sexuelles, notamment les viols avec 58 cas et les coups et blessures avec 85 cas. Les cas de mariages forcés restent alarmants avec 51 cas rapportés contre 19 en février.
- Ce mois a vu persister de graves cas de violence avec une intensification dans certains territoires tels que Kamonia et Luebo avec des actes criminels impliquant des éléments des FARDC. En outre, des civils armés et des groupes de jeunes délinquants ont continué de semer la terreur, exacerbant ainsi l'insécurité à Tshikapa et ses environs.
- Un important mouvement forcé de personnes a été enregistré dans le village de Matumba, territoire de Mweka, à la suite de la disparition inquiétante d'une commerçante. Craignant une réaction disproportionnée des forces de sécurité pour élucider les circonstances de cette disparition, plus de 3 000 personnes ont fui le village vers les localités voisines.
- 696 personnes ont été expulsées de l'Angola en mars (676 hommes, 14 femmes et 6 garçons) et 169 Congolais en situation irrégulière en Angola sont volontairement rentrés en RDC (59 hommes, 50 femmes, 32 garçons et 28 filles).

Province du Kasaï-Central:

- Les données collectées en mars révèlent une augmentation de plus de 55 % des violations/abus des droits humains par rapport au mois de février, avec un total de 1 235 incidents de protection documentés. Ces incidents incluent 509 violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, 373 violations du droit à la propriété, 204 cas de VBG, 81 conflits liés au foncier, 67 violations du droit à la liberté et 1 cas de violation des droits civiques et politiques. Cette augmentation est attribuée à la fois à une intensification de l'insécurité dans la région et à une couverture plus étendue du monitoring, grâce au déploiement renforcé des équipes sur le terrain. Le contexte reste caractérisé par une prévalence de la violence, la persistance de pratiques coutumières néfastes, l'impunité, etc.
- Sur l'ensemble des incidents recensés, 799 ont été suivis par une réponse de protection, permettant à 172 victimes et survivants de bénéficier d'une assistance directe, notamment grâce à l'appui des moniteurs de protection et à la coordination avec les mécanismes communautaires de référence.
- La situation de protection au Kasaï-Central a connu une détérioration significative, marquée par une intensification d'incidents violents et de tensions intra-communautaires, particulièrement dans les territoires de Dibaya, Demba et Luiza (groupement de Bakaluyamba) et dans la ville de Kananga.
- Les principaux incidents rapportés incluent des tracasseries routières, des conflits liés au pouvoir coutumier, des atteintes à la vie, des violences physiques et des cas de destruction de biens. Dix cases ont été incendiées, trois personnes grièvement blessées et trois corps sans vie trouvés dans la rivière Muanzangoma. En réaction, les autorités provinciales ont procédé à l'arrestation de deux leaders communautaires afin de restaurer le calme.
- La ville de Kananga a été le théâtre d'une recrudescence de la criminalité urbaine, illustrée par au moins trois homicides et de nombreux cas de vol à main armée, alimentant un climat de peur au sein de la population.

Provinces du Maï-Ndombe et ville province de Kinshasa:

- Poursuite d'affrontements entre les miliciens Mobondo et les FARDC. En début de période, il a été rapporté la prise du quartier général des miliciens Mobondo, situé à environ 30 km au sud de Masiakwa, dans le territoire de Kwamouth (province de Maï-Ndombe). Dans le groupement Makengo, territoire de Kenge (province de Kwango) ou au moins dix personnes (neufs Mobondo et un militaire FARDC) ont été tuées au cours de la dernière partie du mois.
- A Bolobo, dans la province du Maï-Ndombe, une tension intercommunautaire aurait conduit à des affrontements entre les communautés Téké et Nunu et deux morts auraient été enregistrés et plusieurs maisons appartenant à des Tekes, incendiées le 22 mars. Le bureau de la police a été incendié, le drapeau du pays brûlé, et des armes ainsi que des munitions auraient été emportées.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POINTS SAILLANTS DE PROTECTION – MARS 2025

APERÇU NATIONAL DES VIOLATIONS ET ABUS DES DROITS[4]

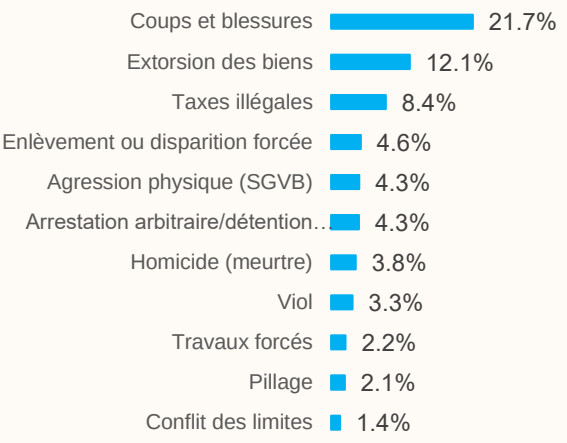
[4] Les données statistiques du monitoring de protection n'ont pas été collectées en avril dans la majorité des provinces. A cette période, seules les provinces du Nord-Kivu, Kasaï, Kasaï-Central et le Tanganyika ont été couvertes par le monitoring de protection.

Catégories de violations/abus identifiées

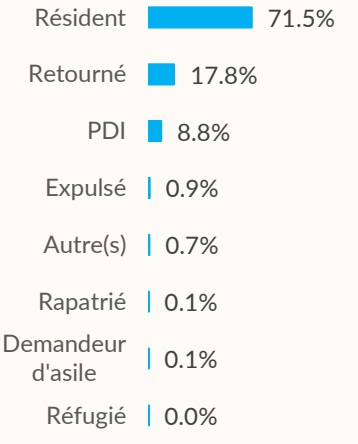
- **38.4%** Violations du droit à la vie et l'intégrité physique
- **30.2%** Violations du droit à la propriété
- **0.1%** Violations des droits civiques et politiques
- **15.8%** Allégations de Violences sexuelles basées sur le genre
- **11.0%** Violations du droit à la liberté
- **2.8%** Conflits fonciers
- **1.6%** Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (*Violations 1612*)

PRINCIPALES VIOLATIONS

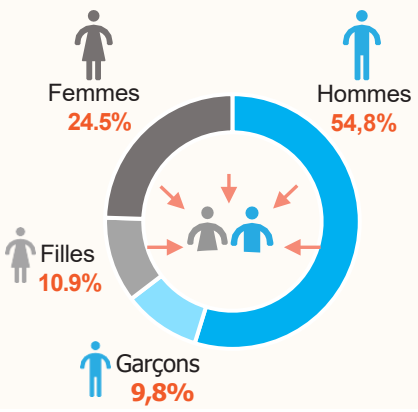
(Top 10 des sous-catégories de violations)



STATUT DES VICTIMES

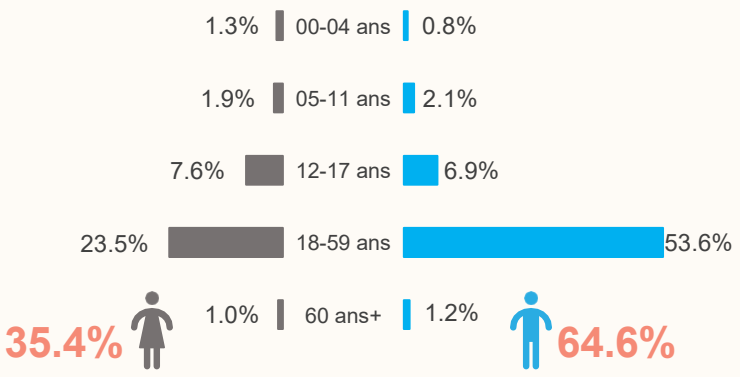


VICTIMES PAR GENRE



PROFILS DES VICTIMES

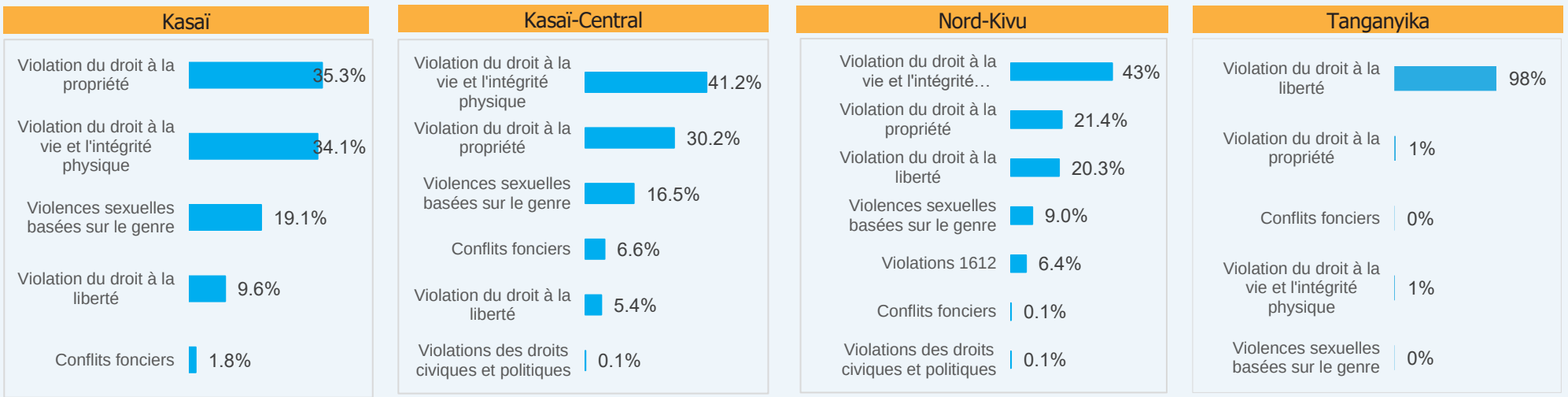
(Sexe/âge)



PROFILS DES AUTEURS PRÉSUMÉS

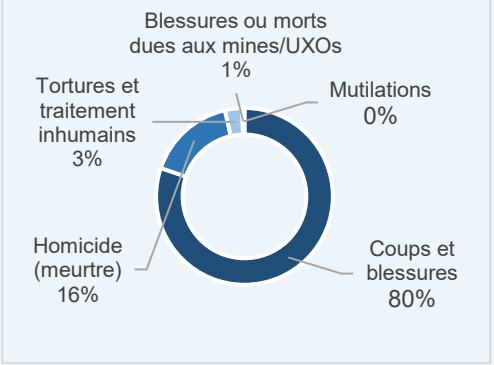
- **38.9%** Sont des hommes en armes
- **4.1%** Sont des personnes inconnues
- **53.1%** Sont des membres de la communauté et d'autres civils
- **3.9%** Sont des autorités civiles

VICTIMES IDENTIFIÉES PAR PRINCIPALES PROVINCES

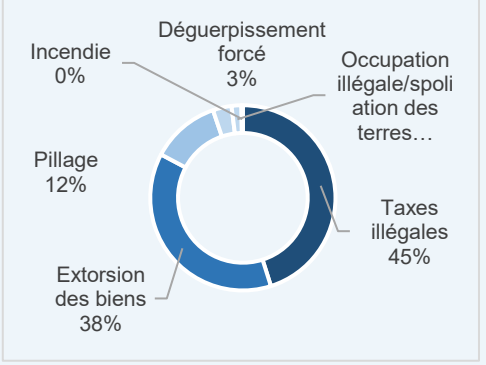


CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFÉES

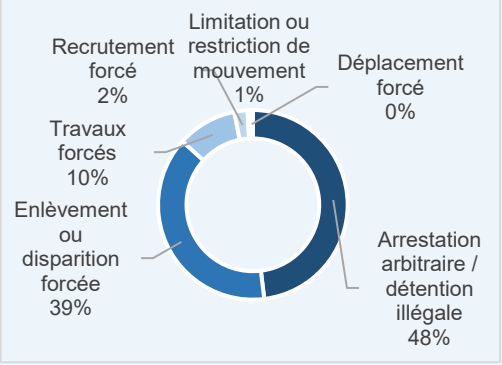
Violation du droit à la vie et l'intégrité physique



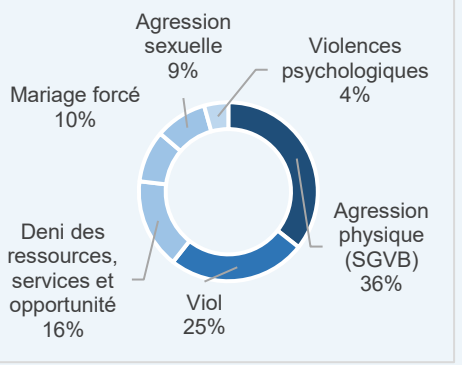
Violation du droit à la propriété



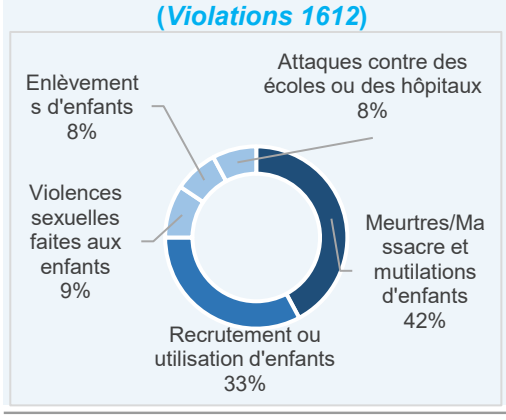
Violation du droit à la liberté



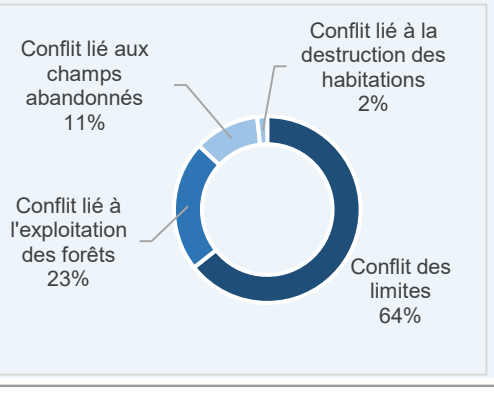
Allégations de violences sexuelles basées sur le genre



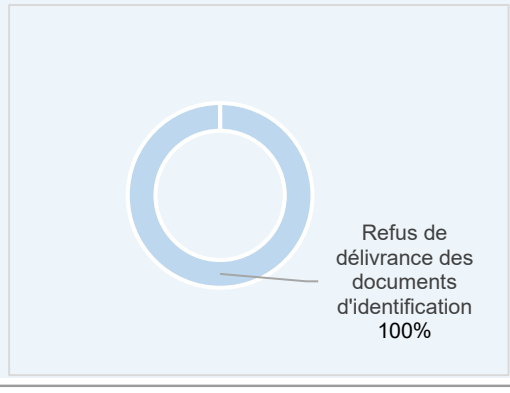
Allégations de violations graves à l'encontre des enfants (*Violations 1612*)



Conflits fonciers



Violations des droits civiques et politiques



POUR PLUS D'INFO?
Click the link - online dashboard

Pour tous commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter :
Steve Ndikumwenayo (ndikumwe@unhcr.org) ou Lorraine de Limelette (lorraine.delimelette@nrc.no)

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

POINTS SAILLANTS DE PROTECTION – MARS 2025

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

Liens utiles

https://globalprotectioncluster.org/publications/2203/reports/protection-analysis-update/democratic-republic-congo-protection-analysis

Cluster Protection RDC: Aperçu du Monitoring de Protection dans la Province du Nord-Kivu au 31 mars 2025

Cartographie des acteurs de monitoring de protection au Nord-Kivu

https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/unhcr-southern-africa-regional-external-update-8-eastern-drc-situation-21-march-2025

https://reliefweb.int/attachments/90b464df-989d-45cf-942e-32f331b5b311/Sitrep%20_Nord-Kivu%20-%2025%20Mars%202025-Final.pdf

https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-mouvements-de-population-et-besoins-humanitaires-au-nord-et-au-sud-kivu-brief-4-1-avril-2025

https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-de-lituri-rapport-de-situation-no3-le-7-avril-2025

https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-mouvements-de-population-et-besoins-humanitaires-au-nord-et-au-sud-kivu-brief-4-1-avril-2025